

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°356
19 Juin 2024
ISSN 1245-0286

Après la dissolution de l'Assemblée et avant les élections législatives (30 juin et 7 juillet), intervention du courant Front Unique au Conseil national de la FSU, le 19 juin 2024

Les résultats des élections européennes sont marqués, conjointement, par une râclée électorale inouïe pour le parti de Macron, et par un score historique pour le Rassemblement National, auquel s'ajoute celui de Reconquête. Après deux ans d'instabilité politique croissante au Parlement, de crise politique croissante entre des partis rivaux qui tous prétendent représenter la classe capitaliste, Macron a jugé que la situation n'était plus tenable, et c'est pourquoi il a dissous l'Assemblée Nationale.

La bourgeoisie est aujourd'hui profondément divisée sur la manière de faire face à la déchéance de l'impérialisme français : mais du point de vue des travailleurs et de la jeunesse, pour les enseignants écœurés par la perspective d'une mise en œuvre du « choc des savoirs », pour les travailleurs précaires et chômeurs qui redoutent la nouvelle contre-réforme de l'assurance-chômage, pour les travailleurs immigrés et leurs familles dans la ligne de mire de la loi immigration, pour les millions qui se sont mobilisés contre la contre-réforme des retraites, ou encore pour le peuple kanak en lutte contre une nouvelle offensive coloniale, peu importe que le gouvernement qui appliquerait ces mesures et prendrait de nouvelles mesures anti-ouvrières soit dit « républicain » ou « d'extrême-droite ».

Peu importe, également, qui prendrait appui sur l'appareil d'État policier et militaire pour liquider les libertés démocratiques arrachées lors des grands combats du prolétariat et de la jeunesse.

De ce point de vue, les première responsabilité du CDFN doit être de se prononcer clairement en vue des prochaines élections législatives : pas une voix pour le RN, pour LR, pour Renaissance, pour Reconquête.

Il faut aller plus loin et le constater : par la politique qu'ils mènent depuis des décennies, les dirigeants syndicaux, avec ceux du PS et du PCF, portent une responsabilité majeure dans la progression du RN.

A la racine de cette progression, il y a des décennies de défaites subies par les travailleurs et la jeunesse dans les luttes pour la défense de leurs acquis et de leurs droits ; des décennies de « dialogue social » sur le terrain des contre-réformes.

A la racine de cette progression, il y a le souvenir, qui reste vif dans l'esprit des travailleurs, de tous les gouvernements dits de « gauche unie », largement ouverts aux représentants de la bourgeoisie, qui ont pris en charge leur part de contre-réformes ravageuses et de coups portés aux libertés démocratiques.

A la racine de cette progression, il y a l'éviction de toute possibilité pour les travailleurs de s'exprimer en tant que classe sur le terrain électoral, éviction au profit de la bourgeoisie sur l'air de la « défense de la République » : appel à voter Chirac en 2002, Macron en 2017 et 2022, appel à peine voilé à voter pour le parti de Macron lors des dernières élections européennes pour la direction de la FSU, soutien voilé ou non à toutes les manifestations d' « union nationale », etc.

Pour toutes ces raisons, le prétendu « front populaire » qui réunit tous les aspects de cette politique délétère – jusqu'à valider les candidatures de Hollande et d'un ancien ministre de Macron – ne peut être considéré comme la perspective dont les travailleurs et la jeunesse ont besoin aujourd'hui. Il faut rompre avec cette politique de collaboration et de soumission à la bourgeoisie !

La responsabilité de la direction de la FSU, c'est donc d'appeler à la constitution d'un front uni des organisations du mouvement ouvrier, partis et syndicats, affirmant les revendications des travailleurs et de la jeunesse ; pour un gouvernement des seules organisations issu de ce front uni.

Dans la situation que nous connaissons aujourd'hui, établir une muraille de Chine entre le « syndical » et le « politique » a un caractère purement réactionnaire. Le gouvernement des organisations ouvrières ne peut être aujourd'hui qu'un gouvernement des organisations syndicales ouvrières (CGT, FO, FSU) et des partis qui parlent au nom des intérêts des travailleurs et de la jeunesse.

Ce gouvernement devrait prendre sans délai des mesures conformes à ces intérêts : à commencer par l'abrogation des contre-réformes (retraites, droits des chômeurs, statut de la fonction publique, « choc des savoirs » et Parcoursup) et l'augmentation immédiate des salaires et pensions et leur indexation sur les prix, etc.

Seule une telle perspective peut permettre la remobilisation nécessaire des travailleurs et de la jeunesse, et face aux échéances immédiates, et dans les durs combats à venir.